



[Pas de projet éolien à Blanquefort : une nouvelle désillusion pour les anciens salariés de Ford](#)

Depuis plusieurs mois déjà de nombreuses zones d'ombres pesaient sur le projet de production d'engrenages d'éoliennes à Blanquefort par les anciens salariés de Ford. Ce lundi 30 août, les repreneurs de l'usine, qui s'appelle désormais First, ont annoncé l'abandon de ce projet. Pourtant, c'était l'un des projets majeurs présentés par les nouveaux "patrons" pour offrir des garanties de reconversion à l'usine et tenter de maintenir l'essentiel des 1 600 emplois.

Si la colère des syndicats et des anciens salariés de Ford à l'encontre des dirigeants de First est forte, le ressenti des élus est également important. "Il y a un constat de carence de la part de HZ et de la part de Johann Hay", dénonce Alain Rousset, le président PS du Conseil régional d'Aquitaine. A mots couverts, les syndicats expliquaient il y a quelques semaines que si les banques refusaient de prêter de l'argent sur ce projet éolien, c'est que justement HZ et Johann Hay n'apportaient aucune garantie financière... Pourtant, ce projet était le plus avancé parmi ceux proposés pour diversifier l'activité de l'usine. Dans ces conditions, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ce soit Ford, l'ex propriétaire du site, qui ait apporté récemment les seuls projets viables pour l'avenir. Les élus locaux ont certainement fait "pression". En effet, la situation devient inquiétante. En décembre 2011, l'usine doit cesser de produire des boîtes de vitesse pour Ford, car le constructeur n'utilisera plus ce modèle à partir de cette date. "Il y a des points positifs : Ford travaille et a apporté trois projets concrets", s'est ainsi réjoui Alain Juppé, le maire UMP de Bordeaux, aujourd'hui à l'issue d'un comité de pilotage sur l'avenir de First Aquitaine Industries (FAI).

Ford, seule source d'espoir

De son côté, le préfet de région, Dominique Schmitt a indiqué à la presse avoir demandé à ce que Ford recherche d'autres partenaires pour maintenir ce projet éolien. "Avec l'échec du projet Atlas, ventes de transmissions hypothétiques, c'est le constat que le partenaire Hay n'a rien apporté et s'en va tranquillement sans respecter son « contrat ». Sans partenaire industriel aujourd'hui et sans un actionnaire entreprenant, que peut-on espérer au niveau de la réalisation des projets ?", demande la CGT dans un communiqué. Pour le syndicat, c'est une "manipulation". Il demande que Ford reprenne le site directement en main et se débarrasse de HZ. "Le repreneur a perdu toute crédibilité. Beaucoup de temps perdu, ce qui rend la situation de plus en plus inquiétante. Ford est de toute façon le seul interlocuteur", écrit-il dans un communiqué. Ford Europe a présenté la semaine dernière trois projets industriels qui assureraient l'emploi de 220 personnes. "Ford a tenu ses engagements", a ajouté le préfet, soulignant que 500 emplois étaient "sécurisés" dans la maintenance, le traitement thermique et les trois projets présentés par Ford. Ford travaille en outre sur neuf autres projets qui pourraient permettre de maintenir davantage d'emplois, a précisé le préfet. Ceci dit, ces déclarations ne suffisent pas à rassurer les 1 600 salariés. Tous les emplois sont loin d'être assurés. Or, c'est l'un des plus importants pôles d'emplois de la région. Et, la disparition éventuelle de ce site industriel ne serait pas sans conséquences sur l'économie locale. C'est pourquoi la CGT appelle les salariés à se mobiliser et à manifester.

Nicolas César